

Président de la République ! Ce titre prestigieux et les pouvoirs qu'il confère ont fait rêver les plus grands esprits. Si la France, depuis 1848, ne compte que 24 présidents de la République, ce sont plus de 400 candidats qui ont brigué la magistrature suprême. Parmi eux, des personnages extraordinaires, hors du commun, s'y sont brûlé les ailes... Et si l'élection présidentielle était une redoutable machine à broyer des talents ?

Présidentiabiles, ils ont raté l'Élysée! (6/6)

“La liberté et le respect de l'homme par l'amour, par la justice et par la vérité” : c'était le programme de Marcel Barbu. **PAR BRUNO FULIGNI**

V

ingt et unième élection présidentielle depuis 1848, celle de 1965 est la première qui ressemble à celles que nous connaissons : au suffrage universel direct, à deux tours,

avec campagne officielle à la télévision. Si le général de Gaulle pense être réélu dès le premier tour et s'abstient de faire campagne, ses concurrents se montrent actifs : soutenu par le PCF, François Mitterrand a fait sur son nom l'unité de l'opposition de gauche, tandis que, au centre droit, le démocrate-chrétien Lecanuet, dit « Dents blanches », importe en France les techniques de campagne à l'américaine. L'extrême droite aussi est présente, avec M^e Tixier-Vignancour, qui veut faire payer au Général la perte de l'Algérie. Enfin, malgré un filtre qui n'est encore que de 100 parrainages, émergent deux de ces « petits candidats » qui animent maintenant les campagnes de premier tour : le sénateur Pierre Marcilhacy, européen convaincu, et l'étrange Marcel Barbu, chrétien d'extrême gauche et militant du logement social.

“Brave couillon”

Celui-ci crée la surprise en déposant son dossier de candidature au Conseil constitutionnel au dernier moment, le 18 novembre à 23 h 30, une demi-heure avant l'expiration du délai légal. Les journalistes se précipitent sur ce père de 12 enfants qui veut « réintégrer les citoyens dans la nation » et les reçoit coiffé d'un béret.

Bruno Fuligni, historien, haut fonctionnaire, maître de conférences à Sciences-Po, est l'auteur de 30 livres dont *la Fille de Napoléon* (Les Arènes) et *Victor Hugo président!* (CNRS Éditions).

Marcel Barbu en 1965

Petit candidat, grandes idées



PORTE-PAROLE DES “VICTIMES DE LA SOCIÉTÉ”
L'éphémère député de la Drôme en 1946 a grandi dans un orphelinat, a fondé des “communautés de travail”, et a milité pour le logement social...

Marcel Barbu, né à Nanterre en 1907, est issu d'un milieu plus que modeste. Ses parents l'ont abandonné, et c'est à l'orphelinat d'Élancourt qu'a grandi celui qui se déclare « *le candidat des chiens battus* »... Ce petit homme gris, aux allures de Français moyen, a tout de même de la ressource : après avoir envisagé la prêtrise, il s'illustre dans l'industrie avant-guerre en inventant des boîtiers de montre étanches qu'il produit en série. La réussite économique et le goût de l'argent n'en restent pas

moins étrangers à Marcel Barbu, qui organise son entreprise en « *communauté de travail* », démocratique et coopérative : les ouvriers élisent leurs cadres dirigeants et la rémunération de chacun est calculée sur le produit global du travail.

Sous l'Occupation, replié à Valence, Barbu soutient les mouvements de la Résistance, ce qui lui vaut d'être déporté à Buchenwald. Quand il revient, il figure sur une liste de candidats à l'Assemblée nationale constituante, où la démission d'un élu le fait entrer

brèvement, de mars à juin 1946. Dans l'Hémicycle, il demande aux huissiers de lui porter un tabouret, pour siéger plus à gauche que le groupe communiste...

Au modèle des « communautés de travail » s'ajoute après-guerre le combat pour le logement social pavillonnaire. C'est parce que l'administration bloque ses projets à Sannois que cet utopiste inventif se lance dans l'aventure présidentielle, mêlant ses problèmes de permis de construire à des conceptions plus vastes. La télévision donne vite une notoriété nationale à ce candidat qui pleure d'émotion devant les caméras, quand il n'interpelle pas ses concitoyens en ces termes : « Françaises, Français, mes amis, mes frères, mes copains... » Un mouvement de sympathie s'amorce et Charles de Gaulle lui-même, à l'Élysée, parlant de ses rivaux, ne peut se défendre d'une petite tendresse pour ce compétiteur touchant* : « En réalité, il n'y en a qu'un qui soit sympathique, c'est Barbu. C'est un brave couillon, il y en a beaucoup qui doivent se reconnaître en lui. Il ne m'en veut que parce qu'il est écrasé par la vie, il se demande comment faire. »

Porte-parole des « hommes sans voix » et des « victimes de la société », se disant « sphérique d'opinion », Marcel Barbu retient l'attention, au point que certaines de ses réparties pourraient le faire passer pour un fantaisiste : « Il n'est pas jusqu'à mon nom qui ne soit une garantie... Soyons sérieux : "BARBU" ne peut être, en France, le nom d'un dictateur, il ne ferait peur à personne », déclare-t-il, mi-figue, mi-raisin.

Pourtant, si on se donne la peine de lire son programme – quatre pages en petits caractères sur deux colonnes, sans aucune illustration, sans aucun cale-

“JE NE SUIS PAS UN HOMME D’ÉTAT...” disait Marcel Barbu avant d’ajouter “ce n’est pas un homme d’État qu’il nous faut dans l’instant... C’est un homme de ‘génie politique’, doublé d’un pacificateur expérimenté qu’il nous faut chercher.”

bour –, il apparaît que Marcel Barbu propose très sérieusement un destin politique de substitution à la France.

« *Candidat de transition à la présidence* », il annonce d'emblée qu'il n'a pas l'intention de s'installer à l'Élysée pour tout un septennat, mais ne restera au pouvoir que deux ans au maximum : « *Je donnerai ma démission après avoir réalisé les réformes prévues à mon programme avant la fin de 1967, afin de faire coïncider l'élection d'un nouveau président avec l'élection régulière d'une nouvelle Assemblée nationale.* »

Non seulement il ne souhaite pas user de son droit de dissolution, mais il compte faire travailler pour lui tout le personnel politique disponible. « *Sauf conflit persistant [...], je maintiendrai dans leurs fonctions tous les membres de l'actuel gouvernement* », assure-t-il, tout en prenant cet engagement audacieux : « *Je désignerai, auprès de chaque membre du gouvernement, un ministre suppléant choisi parmi les membres de l'opposition susceptibles de collaborer avec le titulaire du portefeuille.* » C'est la fin du clivage droite-gauche, « *pour le plus grand bien du pays* », les ministres de tous horizons devant bien sûr travailler dans « *le respect des*

directives données par le président de la République ». S'il promet la « *mise en sommeil des activités de prestige* », qu'il juge inutilement coûteuses, le candidat Barbu se déclare favorable au référendum d'initiative populaire, à la démocratie participative et à l'expérimentation : « *Une loi sera votée dans le plus bref délai qui permettra à toute personne, ou groupe de personnes, de faire l'essai de nouvelles structures ou politiques, ou économiques, ou sociales après autorisation, sous le contrôle et la protection directe et unique du ministre des Droits de l'homme.* »

Bon dernier

Le 5 décembre 1965, au soir du premier tour, de Gaulle est fort marri de se trouver en ballottage : avec 10 828 521 voix, le sortant recueille le score plus qu'honorable de 44,7 %, mais il lui faut affronter au second tour celui qu'il appelle « *le Rastignac de la Nièvre* » : François Mitterrand, fort de ses 31,8 %. Suivent Lecanuet à 15,6 %, Tixier-Vignancour à 5,2 %, Marcihacy à 1,7 % et Marcel Barbu, bon dernier, avec 279 683 voix et 1,15 %. Sans parti, sans moyens financiers, ce n'est pas si mal en réalité, mais la France laisse passer l'occasion de se moderniser tout en se démocratisant. « *Sans enthousiasme* », Marcel Barbu se désiste en faveur de François Mitterrand. Longtemps plus tard, il verra celui-ci entrer à l'Élysée, puis s'éteindra le 7 novembre 1984, sans voir aboutir son ambitieux programme.

« *Je ne suis pas un homme d'État* », confessait Barbu dans sa profession de foi de 1965. Or « *ce n'est pas un homme d'État qu'il nous faut dans l'instant... C'est un homme de "génie politique", doublé d'un pacificateur expérimenté qu'il nous faut chercher. Un homme de bon sens, de fort tempérament... capable de tenir le volant très ferme au cours de la manœuvre par laquelle notre gouvernement devra tenter de remplacer la France, et surtout les Français, sur les chemins de l'avenir* ». ■

* Propos du 24 novembre 1965, cités par Alain Peyrefitte dans *C'était de Gaulle*, tome II, Fayard, 1997.

“JE DONNERAI MA DÉMISSION APRÈS AVOIR RÉALISÉ LES RÉFORMES PRÉVUES À MON PROGRAMME AVANT LA FIN DE 1967.” MARCEL BARBU